



La France aux ordres de la commission européenne nous condamne à l'austérité !

fédération
des
organismes
sociaux

la
cgt

Pendant que la Grèce résiste ...

Le peuple grec s'est exprimé avec fermeté à plus de 61 % des voix pour refuser que leur destin soit dicté par des administrations qui composent la Troïka : la BCE, le FMI et la Commission Européenne, sans légitimité démocratique, et qui imposent même au parlement national des décisions. Ce sont les travailleurs, les retraités, les plus pauvres et les plus faibles qui font les frais de politiques inspirées par l'idéologie néolibérale.

... La France se soumet

Depuis le TSCG (Traité de Stabilité de Coordination et de Gouvernance) adopté dès septembre 2012 nous sommes soumis aux ordres technocratiques du Conseil Européen. Voici des extraits des recommandations de la Commission Européenne à la France en date du 13 Mai 2015. Tout est écrit !

L'austérité encore et encore

Pour 2015, « l'effort budgétaire ne sera pas réalisé. Des mesures structurelles supplémentaires devront par conséquent être prises pour 2016 ».

Réduction des dépenses

« Il sera essentiel d'intensifier les revues de dépenses et, pour que celles-ci produisent les résultats attendus, de recenser de larges domaines de réduction des dépenses. »

La Santé en ligne de mire

« Des économies de 11 milliards d'EUR sur les dépenses de santé sont prévues pour 2015-2017, mais des efforts supplémentaires seront nécessaires pour limiter les hausses de dépenses dans ce domaine ».

Les retraites aussi

« le déficit imputable aux régimes des agents de l'État et des salariés des entreprises publiques continue de peser sur le déficit global du système de retraite. »

Réduire les dépenses de l'Etat

« mettre en œuvre la réduction prévue des dotations de l'État et renforcer le contrôle des dépenses des collectivités locales »

Des cadeaux aux patrons

« Des mesures ont été prises pour réduire le coût du travail et améliorer les marges bénéficiaires des entreprises, notamment le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi de 20 milliards d'EUR et l'allègement des cotisations patronales de 10 milliards d'EUR supplémentaires prévu dans le cadre du pacte de responsabilité et de solidarité ».

Le SMIC trop élevé

« Le coût du salaire minimum reste élevé si on le compare à celui des autres États membres. Le salaire minimum continue d'évoluer d'une manière qui n'est pas propice à la compétitivité et à la création d'emplois »

Attaquer le Code du travail

« La France devrait prendre des mesures résolues pour supprimer les seuils réglementaires prévus par le droit du travail »...« Les réformes menées récemment n'ont donné aux employeurs que peu de possibilités pour déroger aux accords de branche. Cela limite la capacité des entreprises à moduler leurs effectifs en fonction de leurs besoins. »

Supprimer les 35 heures

« s'il y a lieu de déroger à la durée légale du travail de 35 heures par semaine »

**Voilà comment s'explique la politique du gouvernement depuis 2012...
C'est la commission européenne qui dicte sa Loi, celle du marché.**

**C'est d'une autre Europe dont les peuples ont besoin :
Une Europe plus solidaire, plus sociale, plus humaine et plus démocratique !**